Jour J-114

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

Basculement du Budget des moyens au Budget-Programme

BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

11/09/2019

P 2

MENACE DE GRÈVE À LA DGI

Ouattara Sié Abou entend poursuivre les négociations

MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

Kobenan Adjoumani présente les acquis à son successeur

P 4

Moussa Dosso rassure ses nouveaux collaborateurs

P 6

ASSAINISSEMENT À COCODY

Constructions anarchiques et trottoirs déguerpis

ENJEUX D'UNE CACAOCULTURE DURABLE

P10

Les actions menées par le gouvernement

P 3

TRANSFORMATION LOCALE DU CACAO

Côte d'Ivoire: attention au syndrome indonésien

MENACE DE GRÈVE À LA DGI

Ouattara Sié Abou entend poursuivre les négociations

La grève annoncée par la Fédération des syndicats de la direction générale des impôts (Fesy-Dgi) pour les 18, 19 et 20 septembre 2019, aura-t-elle lieu ? Rien n'est moins sûr si l'on s'en tient aux confidences des proches du directeur général de ladite structure, M. Ouattara Sié Abou. Selon ces agents des impôts qui ont requis l'anonymat, le directeur général entend poursuivre les négociations afin que la Fesy-Dgi revienne à de meilleurs sentiments. C'est le 27 août 2019 que la Fesy-Dgi a remis au directeur général une ampliation du préavis de grève déposé auprès des autorités. La fédération revendique les principaux points suivants : le déblocage des nominations ; la mise en application du profil de carrière; l'amélioration des ressources internes et conditions sociales; la réhabilitation des bâtiments de l'intérieur du pays et de l'équipement des services ; le règlement définitif du contentieux du placement du fonds commun à la Bni-Gestion. Sans oublier l'élaboration et l'adoption d'un statut particulier ; le démarrage immédiat d'un programme immobilier et l'octroi d'une prime semestrielle.

Devant la menace de certains agents, Ouattara Sié Abou, directeur général des impôts a fait du dialogue son cheval de bataille. (Ph. DR)

Préconisant le dialogue depuis son arrivée à la tête de cette régie financière, Ouattara Sié Abou conformément au Cadre permanent de concertation (Ccp), se réunit chaque mois avec les syndicats pour faire le tour des questions sociales. «Le dialogue n'a jamais été rompu, car les échanges qui se déroulent dans un cadre de concertation périodique entre les syndicats et la direction générale se poursuivent. Ainsi, une semaine avant la tenue de la conférence de presse et une semaine après l'annonce de la grève, des réunions ont eu lieu. Le directeur général des impôts a encore reçu les membres de la Fesy-Dgi pour examiner la situation sociale», nous informent des proches du Dg. «*Si l'on s'en tient aux informations que donne le directeur général des impôts telles que corroborées par les responsables des syndicats et les faits attestés dans les services, toutes les revendications de la Fesy-Dgi connaissent bel et bien un début d'exécution à l'exception de celle relative au contentieux du fonds commun de placement Bni-Gestion*», ajoutent nos interlocuteurs.

Selon eux, s'agissant du point relatif au déblocage des nominations, après vérification auprès des services et agents, le processus est en cours d'exécution depuis plus d'un mois. «*C'est le cas de l'arrêté portant nomination des Conservateurs qui est disponible sur le site intranet de la Dgi*», précisent-ils. Sur cette question, ayant eux-mêmes confirmé le déblocage effectif des nominations, la Fesy-Dgi, poursuivent nos informateurs, a été reçue par le secrétaire d'État qui a promis remettre, le dossier sur la table des autorités après les vacances gouvernementales, demandant aux syndicalistes de lui faire confiance et d'être patients.

Quant aux nominations qui sont de la compétence du directeur général, certains agents interrogés ont confirmé que la nomination des chefs de service ainsi que les mutations ou affectations d'agents sont effectives. Les notes et les décisions sont également disponibles sur le site intranet de la Dgi. «*Ce sont environs 400 agents qui sont affectés donnant ainsi un nouveau dynamisme à cette administration. C'est dire que tout n'est pas bloqué*», enchaînent les agents rencontrés. En ce qui concerne le point de l'application du profil de carrière, Ouattara Sié Abou avait rassuré les syndicats de l'effectivité de sa mise en application. «*Le profil de carrière est exécuté, toutefois, il doit être actualisé car il date de 2009*», avait-il évoqué récemment. Autre point de revendication de la Fesy-Dgi, est l'amélioration des conditions de travail avec en ligne de mire la réhabilitation et l'équipement. «*Comment un tel point peut-il être un motif de grève à la Dgi ?*», se sont interrogés nos sources. Dans la foulée, elles ont fait des révélations sur cette question. A savoir que la réhabilitation et l'équipement des services en matériels roulants et informatiques constituent l'épine dorsale de la politique de la direction générale contenue dans un programme immobilier et mobilier. En ce qui concerne les travaux de réhabilitation, sur 131 commandes, 61 sont achevées. Pour les travaux en cours, sur les 8 commandes, 4 sont en cours de finition. Quant aux travaux de construction, sur les 9 chantiers lancés en 2018, 2 ont été livrés. S'agissant des matériels, à savoir les climatiseurs et splits, la Dgi en a livré aux services 649 sur un besoin de 736 soit 88 % de taux de livraison. L'équipement roulant n'est pas en reste. En effet, selon nos interlocuteurs, la Dgi a livré au titre de la période 2018-2019, 102 véhicules sur une commande de 133. Enfin, concernant le dernier point lié au fonds commun de placement avec Bni-Gestion, certains syndicalistes et mutualistes ont tous reconnu que le directeur général a saisi les responsables de cet établissement financier ainsi que les autorités compétentes pour une suite diligente à ce différend. C'est à juste titre qu'il leur demande la patience et la sagesse. Car le dossier Bni-Gestion concerne l'ensemble des agents des régies financières (douanes, trésor et impôts).

Au total, disent-ils, le directeur général et son équipe, comme ils en ont l'habitude, ont écouté les syndicats et travaillent sur leurs revendications. Pour eux, les enjeux de la mobilisation des ressources financières pour le gouvernement sont tellement vitaux et importants qu'on ne peut continuellement tomber dans des «*revendications fantaisistes*» surtout lorsqu'il y a des déblocages ou des débuts d'exécution probants et réels.

Cyrille DJEDJED

NOMMÉ MINISTRE LE 4 SEPTEMBRE DERNIER

Félix Anoblé récupère pleinement les Pme

Félix Anoblé qui occupait le poste de secrétaire d'Etat chargé de la Promotion des Petites et moyennes entreprises (Pme), a officiellement récupéré pleinement ce département hier mardi 10 septembre 2019, au cours d'une cérémonie de passation de charges à Abidjan-Plateau. Le ministre Souleymane Diarrassouba lui a passé tous les dossiers afférents à ce portefeuille, le confirmant ainsi dans ses fonctions de ministre de la Promotion des Pme.

Anoblé Félix, nommé ministre le 4 septembre dernier, a témoigné son engagement à poursuivre les vastes chantiers ouverts par son prédécesseur en vue d'une éclosion des Pme. Il a par ailleurs rassuré le ministre Souleymane Diarrassouba désormais en charge du portefeuille du Commerce et de l'Industrie, de sa volonté de recourir à ses soins toutes les fois que besoin sera. Cela, dans la droite ligne des actions du gouvernement dont la finalité est le bonheur des Ivoiriens.

Le ministre Souleymane Diarrassouba (à d.) a remis les dossiers des Pme à son homologue Félix Anoblé. (Ph. DR)

Souleymane Diarrassouba n'a pas manqué d'adresser ses félicitations à l'ex-secrétaire d'Etat pour sa promotion.

Chadon ABE (Stg)

TRANSFORMATION LOCALE DU CACAO

Côte d'Ivoire: attention au syndrome indonésien

Il y a dix ans, l'Indonésie produisait environ 500 000 tonnes (t) de cacao. Ce pays a même atteint 550 000 t en 2009-2010. Alors que sur la campagne actuelle, les prévisions de l'Organisation internationale du cacao (Icco) annoncent une production d'à peine à 220 000 t là où la campagne précédente affichait une production de 250 000 t. Aussi, l'on apprend qu'à une époque, l'Indonésie était troisième producteur mondial de fèves de cacao. Mais aujourd'hui, elle occupe le sixième rang mondial.

A côté de la production qui va decrescendo, ce grand archipel a développé une industrie de transformation qui a aujourd'hui du mal à poursuivre sa dynamique.

Que s'est-il passé ? A l'instar de bien d'autres pays producteurs dont la Côte d'Ivoire, les cacaoculteurs indonésiens sont aussi confrontés à la question de la volatilité des cours du cacao sur le marché international. Ils subissent également les changements climatiques qui impactent négativement leur activité, sans compter les maladies virales qui attaquent les vergers.

A la différence de la Côte d'Ivoire, de nombreux cacaoculteurs indonésiens ont fini par décrocher, préférant se reconvertir à d'autres activités qu'ils estiment plus rentables, plus résilientes aux changements climatiques et plus stables en terme de rémunération. Ce qui explique la chute progressive de la production donc une réduction de l'offre locale dont ont besoin les usines pour tourner.

Pendant que la Côte d'Ivoire s'oriente vers la transformation, il ne faut pas perdre de vue que la production doit être soutenue également. (Ph. DR)

La conséquence, 9 des 20 usines de transformation de cacao sont en cessation d'activité depuis l'année dernière et les 11 unités restantes tournent à moins de 59% de leurs capacités pour transformer 463 060 t de fèves cette année, a confié à Reuters, le patron de la sous-direction des boissons et tabacs au ministère de l'Industrie indonésien, Mogadishu Djati Ertanto.

Cette situation contraint l'Indonésie à importer des fèves afin d'approvisionner les unités de transformation encore opérationnelles. Selon les chiffres officiels, les importations de fèves en Indonésie ont doublé entre 2013 et 2018, pour atteindre l'année dernière 239 377 t, soit plus que sa propre production nationale. Même si Mogadishu Djati Ertanto, en tant qu'autorité gouvernementale, rejette la faute aux producteurs, les accusant *"de n'avoir pas adopté les bonnes pratiques culturales préconisées et de n'avoir pas joué le jeu d'arracher leurs vieux cacaoyers pour en planter de nouveaux"*, la stratégie politique orientée vers un investissement accru dans la transformation, oubliant d'opérer des investissements proportionnels dans la production y est pour quelque chose également.

LA CÔTE D'IVOIRE INTERPELLÉE. Le cas indonésien devrait interpeller les autorités ivoiriennes qui ont elles aussi, engagé une vaste politique de transformation des fèves sur place, octroyant des facilités aux industriels qui souscriraient à cette politique. Certes, la production indonésienne n'est rien comparée à celle de la Côte d'Ivoire. Mais en même temps, il ne faut pas perdre de vue que l'Indonésie qui voit ses usines fermer, est loin derrière la Côte d'Ivoire, qui est à ce jour, le premier broyeur mondial de fèves devant des pays tels que les Pays-Bas, l'Allemagne, ou encore les États-Unis.

Aussi il faut souligner qu'il ne se passe pas de jour sans que des producteurs de cacao ne se plaignent de la faible rémunération qu'ils tirent de leurs productions, qui pourtant rapportent à l'État de Côte d'Ivoire 40% des recettes d'exportation. Autre chose qu'il convient de prendre en compte, c'est la volonté du gouvernement de stabiliser le niveau de production (voulant maîtriser la production pour jouer sur l'offre mondial afin d'avoir des prix élevés pour les producteurs) ou même de le réduire sensiblement année après année. Et, au regard des réalités actuelles, l'on s'achemine sans nulle doute vers ce schéma. Puisque, dans un premier temps, le swollen shoot (la maladie du cacao) continu de ravager des plantations sans qu'un remède ne soit trouvé, si ce n'est d'arracher les plantes infectées. Le Conseil du café-cacao (Ccc) qui a lancé en 2018, une opération d'arrachage des cacaoyers contaminés, s'est fixé pour objectif, d'arracher effectivement sur une période de trois ans (2018-2020) 100 000 hectares.

Dans un second temps, il faut tenir aussi compte de la notion de la durabilité du cacao dont l'un des critères, est que ce produit ne doit plus être cultivé dans les forêts classées. C'est clair que les terres cultivables se réduisent au fur et à mesure. Et cela ne surprendrait pas que des cacaoculteurs finissent par se reconvertir à autre chose vu toutes les incertitudes qui entourent cette spéculation. Toutes ces situations peuvent induire une réduction du niveau de la production nationale.

Dans un tel contexte, faire attention pour éviter le syndrome indonésien revient à jouer sur deux fronts en même temps : c'est-à-dire, pendant que le gouvernement encourage la transformation, il faut s'assurer qu'en amont, la matière première est régulièrement disponible. Une surveillance accrue de la production s'impose, de sorte à prévoir les investissements qu'il faut au moment où il le faut. Car, les enjeux de l'industrie cacaoyère sont de nombreux ordres, dont la question non moins importante qu'il convient de se poser : Transformer pour quel marché ? Surtout quand on sait que le marché européen (plus grand consommateur) est *"saturé"*. L'Asie ? L'Afrique ? La Côte d'Ivoire ? Il faut mener la réflexion afin de trouver les débouchés que ce soit pour la matière ou les produits transformés.

Elysée LATH

DURABILITÉ ET VIABILITÉ DE LA FILIÈRE CACAO

Voici les quatre défis qui se posent aux pays producteurs

Mardi 10 septembre 2019, s'est ouverte à Abidjan-Plateau, la 100e session du Conseil international du cacao. A l'occasion, le vice-président de la République de Côte d'Ivoire, Daniel Kablan Duncan a identifié quatre défis principaux qui, s'ils parviennent à être relevés par les pays producteurs, permettront d'assurer la durabilité mais aussi la viabilité de l'économie cacaoyère mondiale.

Il s'agit premièrement de la question du changement climatique dont les effets dévastateurs nécessitent, selon le vice-président, de la part des pays producteurs une synergie d'actions pour repenser la stratégie de production du cacao et développer des solutions durables.

Le deuxième défi à relever est celui de la valorisation et la transformation du cacao. De l'avis de Kablan Duncan, cette question devient une nécessité de plus en plus accrue pour les pays producteurs qui veulent structurer et créer de grosses unités pour la transformation locale.

Les représentants des pays importateurs ainsi que ceux des pays exportateurs de cacao et des industriels, étaient présents pour discuter de l'avenir de la filière. (Ph. DR)

Le troisième défi est relatif à l'épineuse problématique de la volatilité des cours du cacao. *«C'est un problème majeure»*, a souligné le vice-président, rappelant l'épisode de la chute drastique des cours mondiaux du cacao en 2016 qui a impacté négativement l'économie ivoirienne, contraignant l'État à des réajustements budgétaires. Ici, il a préconisé une solide politique de régulation de l'offre mondiale. Ce qui implique, selon lui, la maîtrise de la production. *«Ensemble, pays producteurs, pays consommateurs et tous les intermédiaires, se doivent de rechercher et trouver des solutions et alternatives durables à la problématique de la volatilité des cours du cacao. En effet, la durabilité est liée à ce que toutes les parties prenantes puissent en tirer un revenu décent»*, a recommandé Kablan Duncan.

Le dernier défi pour lequel le collaborateur du président Alassane Ouattara appelle les pays producteurs, principalement africains, à des efforts surtout de volonté politique affirmée, est la promotion de la consommation dans ces pays. Pour lui, il est aussi important pour les producteurs de cacao que leurs populations consomment les produits dérivés, en particulier le chocolat. Dans ce sens, il a fait savoir qu'il serait intéressant d'inclure dans les régimes alimentaires des élèves le chocolat, notamment via les cantines scolaires, pour que la consommation du chocolat intègre les habitudes alimentaires. Bien-entendu, cette proposition est valable pour la Côte d'Ivoire, premier pays producteur de cacao avec une production estimée à 2,100 tonnes au titre de la campagne 2017-2018.

Notons que la 100e réunion du Conseil international du cacao a pour objectifs, entre autres, de faire le bilan des sessions antérieures, notamment des recommandations formulées et de définir de nouvelles perspectives basées sur la durabilité de la production et de la transformation du cacao au niveau des pays producteurs.

L'ordre du jour a aussi porté sur l'analyse des rapports des différentes commissions administratives, financières et économiques, l'élection du président et du vice-président du Conseil, l'approbation de la composition de la commission consultative sur l'économie cacaoyère mondiale et les préparatifs de la 5e édition de la Conférence mondiale sur le cacao. Il faut souligner également que toutes les réformes en cours et à venir visent à assurer un revenu rémunérateur aux producteurs sans toutefois compromettre la part qui doit revenir aux industriels et autres intermédiaires.

Elysée LATH

MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

Kobenan Adjoumani présente les acquis à son successeur

Moussa Dosso rassure ses nouveaux collaborateurs

Le ministre Kobenan Adjoumani, après avoir dirigé le ministère des Ressources animales et halieutiques de 2002 à 2005 et de 2011 au 4 septembre 2019, occupe désormais le portefeuille de l'Agriculture et du Développement rural. Passant les charges à son successeur Moussa Dosso, il salué les performances enregistrées par son département d'alors. En effet, en 2014, le ministère des Ressources animales et halieutiques s'était doté d'un document de politique sectorielle, le Plan stratégique de développement de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture (Psdepa 2014-2020), adopté le 28 décembre 2016 par le gouvernement ivoirien. Ce document de politique aligné sur le

Le nouveau ministre des Ressources animales et Halieutiques, Dosso Moussa recevant les dossiers de la part de son prédécesseur Kobenan (Ph. DR)

Programme national d'investissement agricole (Pnia) et le Programme national de développement (Pnd) donne les orientations stratégiques et les axes d'intervention du ministère des Ressources animales et halieutiques.

Le ministre Adjoumani a déclaré que les différents programmes conduits par ses soins ont enregistré des résultats satisfaisants. Entre autres, la production de viande de volaille est passée de 18 000 tonnes en 2011 à 56 000 tonnes en 2018. La production des œufs est en quantité suffisante et couvre les besoins des populations. Les investissements réalisés au niveau de la filière porcine ont permis d'atteindre une production nationale de 8 000 tonnes en 2011 qui est passé à 11 000 tonnes en 2018, soit une augmentation d'environ 40%, malgré la survenue des différentes crises de pestes porcines africaines. Outre les porcs, la filière bétail-viande a enregistré des performances. La production dans les différents ranchs est passée de 600 bovins en 2011 à 1 505 en 2018, soit une augmentation de 150%. Du côté de la pêche, M. Kobenan Adjoumani a souligné que la quantité de poissons pêchés qui était de 52 500 tonnes en 2011 est passée en 2018 à 110 000 tonnes, soit une augmentation d'environ 110%. Tous ces résultats ont été réalisés, a-t-il dit, grâce au professionnalisme, à la disponibilité, à l'esprit d'équipe et à la franche collaboration des agents.

Pour sa part, le nouveau patron de ce département ministériel, Dosso Moussa, a rassuré ses nouveaux collaborateurs, promettant compter sur eux pour préserver les acquis et relever par ailleurs les défis liés à ses nouvelles fonctions.

Marcelle AKA

DÉVELOPPEMENT DU TRANSPORT FERROVIAIRE

La Côte d'Ivoire s'inspire du modèle chinois

Améliorer la mobilité urbaine en vue de favoriser un meilleur déplacement des populations et moderniser les moyens de mobilité dans les villes ivoiriennes. Tels sont entre autres les objectifs que se sont assignés les ministres ivoiriens en charge de la politique urbaine et du transport, lors de leur rencontre du mardi 11 décembre 2018 dans les locaux du ministère du Transport. Pour ce faire, il est primordial de s'inspirer de modèles de réussite afin de définir une politique adéquate. Ainsi, dans le cadre du séminaire sur la planification urbaine qui se déroule depuis le 27 août 2019 à l'université nationale Jiaotong de Beijing en Chine, la délégation du ministère de la Ville a reçu une formation sur l'un des piliers du développement économique de la Chine à savoir son réseau ferroviaire. La Chine qui compte plus de 100 villes de plus d'un million d'habitants, privilégie le transport en commun et voit en cela une solution durable pour une meilleure mobilité des populations. L'ascension du développement ferroviaire s'est faite de façon fulgurante depuis la création du premier chemin de fer Beijing-Zhangjiakou en 1905 et le système de transport ferroviaire est planifié selon une prévision à la demande. Les

La délégation ivoirienne a été instruite sur le développement du réseau ferroviaire de la Chine (Ph. DR)

déplacements à bicyclette ou à moto électriques sont également encouragés en vue de lutter contre les embouteillages. C'est ce modèle de gestion de transport urbain qui devrait inspirer les représentants du ministre François Albert Amichia à leur retour de formation. En marge du séminaire, la délégation ivoirienne a eu 2 séances de travail avec Wang Haitao, vice-président de Super Map et Dr Zhou, directeur de la Faculté de design et architecture de l'Université nationale de Jiaotong à Beijing. Selon Wang Haitao, sa structure qui est spécialisée dans la fourniture de logiciels de Système d'information géographique (Sig), travaille déjà en Afrique, avec le Nigéria et le Rwanda et s'intéresse plus particulièrement à la Côte d'Ivoire qui pourrait constituer une porte d'entrée en Afrique de l'Ouest. Une offre bien accueillie par les Ivoiriens en quête de solutions aux préoccupations d'aménagement de l'espace urbain ainsi que de la rénovation et de la réhabilitation des quartiers défavorisés. Avec le Dr Zhou, il s'est agi d'obtenir son engagement dans la recherche de partenaires publics ou privés chinois spécialisés dans les stratégies de planification urbaine. A l'issu des échanges, ce dernier a marqué son intérêt face aux différents projets présentés et s'est dit disposé à apporter son appui technique au ministère de la Ville.

Mariette KRAMOH (stg) avec Dircom

« Formez vous à Abidjan et recevez une Double Diplômation : un Diplôme Français et un Diplôme Ivoirien »
GROUPE CSI POLE POLYTECHNIQUE
1999 - 2019
Agréé par l'Etat et le FDFP
PROPOSE POUR LA RENTREE 2019/2020
Des formations : initiale et continue
BTS - Licence - Master Professionnel - Mastère Spécialisé
BAC+ 3 à BAC + 6
• Management de la Qualité Sécurité Environnement
• Management par la Qualité des Entreprises Industrielles et duTertiaire
• Management des activités Minières, Pétrolières et Energétiques
• Management de Projets
• Management de la Production et des Opérations
• Management de la Fiscalité et droit des affaires
• Management en Stratégie Commerciale, Mercatique et Publicitaire
• Management des Ressources Humaines
• Management de la Logistique du transport et achats
• Ingénierie d'Affaire et Commerce International
• Science de Gestion Comptable et Financière
• Expertise Financière, Banque et Assurance
• Audit et Contrôle de Gestion
• Système Informatique
BAC+2
• Finances Comptabilité et Gestion des Entreprises
• Gestion Commerciale
• Logistique
• Ressources Humaines et Communication
• Mines-Géologie-Pétrole
• Informatique et Développeur d'Applications
• Informatique Réseaux et Télécommunication
• Industrie Agro - Alimentaires et Chimiques option Contrôle
NB: Présentation de l'examen national du BTS en L2
Année Préparatoire pour les Non-Bachelliers
Certificats de spécialisation professionnelle
• Certificats de Spécialisation et de developpement professionnelle de 2ème et 3ème cycle en 6 mois
• Anglais Général et de Spécialité
• Préparation aux (TOEFL,TOEIC)
Le conseil en orientation des carrières, en placement et en recherche d'emploi est assuré par le Cabinet << Efficience >>
- Possibilité de bourses d'études-
Cours du jour / Cours du soir / Cours à distance
Date de fin des inscriptions: 30 Septembre 2019
Renseignements et Inscriptions
Boulevard. Mitterand, Carrefour Rivière III, Rue Bonoumin
26 BP 1341 ABIDJAN 26 – E-mail:gcsi@aviso.ci -www.groupecsi-pp.com
TEL :(225) 22 49 49 39/ 40 CEL: (225) 05 753 945 / 01 981 582 FAX : 22 49 49 38

ASSAINISSEMENT À COCODY

Constructions anarchiques et trottoirs déguerpis

L'un des engins (à dr.) en train de démolir des endroits anarchiques du quartier Riviera 2 (Ph. DR)

La mairie de Cocody poursuit son opération d'assainissement des trottoirs des principales artères de la commune entamée depuis quelques mois.

Passée la période de sensibilisation, les engins de terrassement des services techniques de la mairie ont investi, le vendredi 6 septembre et le samedi 7 septembre 2019, les abords du Centre hospitalier universitaire (Chu) de Cocody pour déguerpir tous les commerces autour de l'établissement sanitaire.

Dans cette dynamique les trottoirs ont été débarrassés de toutes les constructions anarchiques. Les alentours de l'Institut national supérieur des arts et de l'action culturelle (Insaac) ont également été assainis. L'échangeur de la Riviera 2 n'a pas échappé à l'opération. Un dépôt de carburant a même été détruit, ainsi que toutes les constructions anarchiques réalisées dans ce secteur. Les emprises d'eau ont aussi été libérées et les caniveaux curés en plusieurs endroits. Les commerçants qui ont vu leurs installations détruites sont dans le désarroi. Dame Adjoua Céline, vendeuse de beignets en face du Chu de Cocody en fait partie. Elle a précisé qu'elle exerce cette activité pour nourrir sa famille. «*Je suis veuve, c'est le seul métier que je fais pour nourrir mes 3 enfants. Le dernier qui a 17 ans, fréquente dans un établissement privé. Comment vais-je maintenant m'occuper de lui?*», s'est-elle interrogée. Du côté de l'Université méthodiste, Yéo Djofolo Serges, étudiant à l'université Felix Houphouët Boigny (Ufhb) de Cocody dit être remonté contre cette pratique. «*Ces femmes qui vendent, nous permettent de nous restaurer auprès d'elles le plus souvent les midis. Que les autorités qui ont entamé l'opération de déguerpissement pensent à les recaser*», a-t-il souhaité.

La particularité de ce vaste programme de salubrité, c'est que partout où sont passés les engins, les gravats ont été systématiquement enlevés. Donnant ainsi plus d'aération aux habitations riveraines.

Landry BEUGRE (stg)

BOUAKÉ

Le ministre Amadou Koné annonce

Environ deux semaines après l'incendie qui a ravagé leur marché, les commerçants du marché d'oignons de Bouaké, ont reçu le soutien moral du ministre Amadou Koné et une promesse d'aide de l'autorité étatique. Samedi 7 septembre 2019, Amadou Koné s'est rendu sur le lieu du drame pour échanger avec lesdits commerçants sinistrés. Le ministre des Transports a indiqué être venu leur apporter son soutien et celui du gouvernement ivoirien. «*Nous ne pouvons pas rester insensibles à ce qui vous est arrivé. En tant que frère, j'ai tenu à venir moi-même pour vous exprimer ma compassion, celle du gouvernement et du président de la République, Alassane Ouattara, suite aux événements malheureux que vous avez connus*», a-t-il déclaré. L'émissaire du gouvernement, a rassuré les commerçants quant à un soutien financier de l'État. «*Le Premier ministre me charge de vous dire qu'il sera à vos côtés pour vous aider à travers les moyens qu'on va vous donner pour vous permettre de vous reconstruire*», a-t-il promis. En attendant cet appui, le premier responsable des transports en Côte d'Ivoire, a annoncé une action de solidarité personnelle. «*Vous pouvez compter sur moi. Dans les jours à venir, en attendant que le gouvernement ne regarde ce qu'il y a à faire, moi- même, je vous apporterai à tous, une contribution pour vous aider à travailler, à vous réinstaller et à relancer vos activités*», a-t-il rassuré.

Soumaïla Doumbia, président de la Fédération nationale des acteurs du commerce de Côte d'Ivoire (Fenacci) a salué l'élan de solidarité des différentes autorités à l'endroit des commerçants sinistrés. Rappelons que le marché d'oignons a été consumé par le feu, dans la nuit du lundi 26 au mardi 27 août 2019. Il a été reconstruit par les commerçants sur fonds propres.

Abdoul CISSÉ, à Bouaké

MEILLEUR SYNDIC DE COPROPRIÉTÉ DE LA VILLE D'ABIDJAN

La cite zinsou 1 présente son prix et son parc écologique

La 31e édition de l'opération grand ménage s'est déroulée à la cité Zinsou 1, située à Cocody-Les 2 plateaux 7e tranche à Abidjan. Ce fut l'occasion pour le syndic de présenter officiellement son trophée du 2e prix national d'excellence au ministre de l'Assainissement et de la Salubrité (Minass), Anne Désirée Ouloto. Do André, président du syndic a rappelé que cette distinction est le fruit d'une action concertée des résidents qui s'échinent à garder leur cité propre, à embellir le cadre de vie et mettre l'accent sur l'écologie.

Les résidents de ladite cité ont profité du cadre de la cérémonie pour réitérer leur engagement à l'appropriation des bonnes pratiques de propreté et d'assainissement recommandées par le Minass à travers le grand ménage. La cerise sur le gâteau a été la découverte de l'*impression-visite guidée*. Véritable poumon écologique de la cité, ce parc constitue un exemple rare et remarquable de résilience et d'ingéniosité face aux effets du changement climatique. En plus, on y trouve des arbres thérapeutiques. Le directeur de cabinet adjoint, Simy Gildas, représentant la ministre Anne Désirée Ouloto, a remercié les résidents pour la propreté, le cadre de vie sain et écologique de leur belle cité. Il a réaffirmé le soutien du ministère et souhaité que la mairie en fasse de même afin que Zinsou1 soit toujours citée comme l'exemple de propreté et d'assainissement par excellence. M Simy a, au nom du Minass, offert du matériel de salubrité (pelles, balais, brouettes, sacs poubelles et poubelles) en vue de les soutenir à poursuivre cette noble mission. Il a exhorté les autres communes et cités à faire le

Marcelle AKA

Ce parc écologique est une initiative des co-propriétaires de la cité Zinsou (Ph. DR)

SODEXAM

Le Dg remet 15 véhicules à des agents et immortalise ses devanciers

Une double cérémonie d'inauguration, de baptême et de réception de 2 nouveaux bâtiments et de remise de véhicules de fonction a eu lieu hier mardi 10 septembre 2019, à la Société d'exploitation et de développement aéroportuaire, aéronautique et météorologique (Sodexam), sise à Abidjan-Port Bouët. Le directeur général, Jean-Louis Moulot a, en effet, inauguré des bâtiments réhabilités. Le premier, c'est le bâtiment de la direction générale baptisé bâtiment "Savané Vassiriki" du nom du directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile et météorologique (Anam), de 1988 à 1992. Le deuxième celui abritant la cantine de la société porte désormais le nom du directeur général de la Sodexam, Georges Philippe Ezaley, de 1997 à 2019. Il a également offert les clés de 15 véhicules aux commandants d'aéroports, aux conseillers

Le Dg Jean-Louis Moulot (à droite) remet, ici, les clés d'un véhicule à l'un des bénéficiaires (Ph. DR)

du directeur général ainsi qu'au département logistique. Le bâtiment "Georges Philippe Ezaley" abritera outre la cantine d'une capacité de 100 personnes, une salle polyvalente dédiée aux formations et aux rencontres.

L'actuel directeur général de la Sodexam a expliqué que le Plan d'amélioration des conditions de travail des employés (Pacte) duquel est issu la construction du bâtiment abritant la cantine, a été conçu dès sa prise de fonction. Selon lui, sa mise en œuvre s'est traduite par le paiement à 100% de la prime de risque aéronautique pour l'ensemble des agents, la prise en charge par la direction générale à 50% du prix des repas servis à la cantine pour les agents, à l'exclusion des membres du Comité de direction, l'amélioration de l'environnement de travail par l'aménagement paysager du siège, la réhabilitation des bureaux aussi bien à Abidjan qu'à l'intérieur du pays, la mise en place d'un fonds d'entraide pour soutenir les agents dans le besoin, la construction en cours d'une salle de sports. « Toutes ces actions entièrement financées par la Sodexam sur le budget propre ont pu connaitre un début de mise en œuvre grâce aux efforts de réduction des coûts entrepris par la directrice générale adjointe et ses équipes qui ont permis de réaliser des économies », a déclaré Jean-Louis Moulot.

Au nom de l'ensemble des travailleurs, le secrétaire général du syndicat des agents de la Sodexam (Synadexam), Coulibaly Sériba, a salué les efforts du directeur général pour améliorer les conditions de vie et de travail de ses collaborateurs. Avant lui, le conseiller spécial du Premier ministre, Silué Siélé, administrateur représentant le président du conseil de gestion s'est félicité du travail abattu par Jean-Louis Moulot en peu de temps.

Franck SOUHONE

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR / GRÈVES, BAGARRES RANGÉES, CASSES, SYNDICALISME, ETC.

Voici l'origine des violences en milieu universitaire

Les propositions des acteurs pour le retour à un climat pacifique

Dans le cadre des Journées de l'orientation du bachelier (Job) 2019 qui se sont déroulées du 5 au 7 septembre dernier, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a organisé un panel qui avait pour thème «*Conditions de pacification de l'espace universitaire : contribution des acteurs clés du système d'enseignement supérieur*» à l'université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan-Cocody, le vendredi 6 septembre 2019. A cette occasion, plusieurs acteurs du système de l'enseignement supérieur ont relevé les causes des violences observées sur l'espace universitaire avant de faire des propositions en vue de sa pacification.

Les acteurs du système universitaire ont échangé sans langue de bois sur les maux qui minent l'espace universitaire, tout en faisant des propositions pour y ramener la quiétude, la paix. (Ph. DR)

Le professeur Nyamien Messou, en tant que secrétaire général du bureau exécutif du Syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur (Synares), membre du panel, a fait un rappel historique pour situer les origines des graves dérives auxquelles l'on assiste depuis plus de deux décennies sur l'espace universitaire.

«*Depuis une dizaine d'années, avec les grèves à répétition, l'université de Cocody n'a pas réussi à réaliser une année universitaire dans les délais convenus. La conséquence la plus grave est le chevauchement des années, la dégradation du niveau de l'enseignement et par voie de lité des produits de notre établissement. L'image de l'université ne cesse de se dégrader dans la société ivoirienne*», a exposé Pr Nyamien Messou. L'analyse qu'il fait de ce constat, est que l'université est le reflet de la société tout entière. Il note que cette institution est marquée par un manque total d'autonomie et est sous l'influence directe de distorsions liées au fonctionnement de l'État dont elle dépend entièrement. C'est pourquoi, dira-t-il, le comportement des acteurs clés du système peut être lu comme une réponse aux différents changements imposés dans le fonctionnement de l'institution par les acteurs étatiques. Selon lui, la recherche des causes du phénomène revient à l'examen des changements intervenus au niveau de l'État et aux réponses apportées par les acteurs universitaires aux conséquences qui y sont liées.

LES P.A.S. Abordant les causes des violences en milieu universitaire, Pr Nyamien Messou soutient, dans un premier temps, qu'elles sont consécutives aux Programmes d'ajustements structurels (P.A.S.). En ce sens que la première phase des P.A.S. qui a couvert la période 1981-1983 a été marquée par une réduction des investissements publics de 15,6% du Produit intérieur brut (Pib) à 6,2% du Pib, soit environ 2,5 fois moins. Dans le secteur éducation-formation, pression des baux administratifs pour les enseignants et la mise en place de l'indemnité contributive au logement, informe-il. Et pour les étudiants, une réduction de près de 80% du volume total consacré aux œuvres universitaires.

Quant à la seconde phase qui a démarré en 1989, elle a été marquée par la prise des décrets 91-817 et 91-818 du 11 décembre 1991 fixant des salaires aux enseignants et chercheurs recrutés pour compter d'octobre 1991. «*C'est ce qu'on a appelé le "raccrochage"*», a-t-il rappelé, précisant par la suite que la question des salaires à double vitesse n'a été réglée qu'en juin 2001.

Les conséquences directes de ces P.A.S. dans le secteur éducation-formation, a fait constater l'universitaire, sont la réduction du nombre d'enseignants recrutés chaque année (en 1996, 75 % des postes ouverts à l'université n'ont pas été pourvus par manque de candidature). A cela s'ajoute la réduction dans une forte proportion de la prise en charge des étudiants par l'État doublée de la réduction du nombre de chambre en cité qui a induit une dégradation sans précédent des conditions de vie des étudiants, a-t-il fait remarquer. «*Dans le même temps, l'arrêt du programme d'équipement universitaire a accentué l'insuffisance de salles (amphis et salles de TD et TP)*», a regretté l'ex-ministre du Travail dans le

Puis d'ajouter, «*ces mesures ne s'accompagnant pas d'une réduction visible du train de vie de l'État. Les enseignants et chercheurs d'une part et les étudiants d'autre part ont été convaincus de défendre avec plus de détermination leurs intérêts corporatistes. C'est ainsi que s'explique la naissance de la Fesci. Et du côté du Synares, l'accentuation de la pression au niveau syndical*».

LA RÉBELLION AUSSI. «*La rébellion qui s'est installée en Côte d'Ivoire (2002-2010) a permis d'une part un affaiblissement de l'autorité de l'État et d'autre part un chamboulement du système de valeurs. En effet, après la nomination de Soro Guillaume en qualité de Premier ministre et l'entrée au gouvernement de personnes à la limite de l'illettrisme, l'influence de la loi a décliné dans l'opinion. Désormais, il était possible de tout obtenir, il suffisait d'avoir une grande capacité de nuisance*», a contextualisé le syndicaliste. Autrement, l'universitaire laisse comprendre que les attitudes et méthodes des organisations universitaires sont une réponse aux mesures de restrictions opérées dans les budgets alloués aux activités universitaires.

En réponse à ces réalités socio-politico-économiques décrites plus haut, des acteurs universitaires ont mis sur pied un grand nombre d'organisations syndicales dans toutes

blic, croit savoir le panéliste Nyamien Messou. Malheureusement, a-t-il présenté, ces organisations nouvelles dirigées par des travailleurs peu ou pas formés aux pratiques d'un syndicalisme orthodoxe ont vite fait d'installer un climat de terreur pour faire aboutir leurs revendications.

PACIFIER. Pour le secrétaire général du Synares, il n'est pas trop tard pour repacifier l'espace universitaire. Il a préconisé pour ce faire, de réparer les dysfonctionnements causés, et cela, à trois niveaux: étatique, institutionnel et corporatiste.

Au niveau étatique, il a fait le constat selon lequel il y a une crise de confiance manifeste entre les acteurs du système et les responsables politiques. C'est pourquoi il a proposé la mise en place d'un plan Marshall pour l'université ainsi que d'un mécanisme de contrôle efficace pour assurer la transparence dans l'utilisation des fonds alloués à l'enseignement supérieur. Mais aussi, de mener des réflexions dès à présent pour bien maîtriser les questions relatives au système de valeurs.

Au niveau institutionnel, sa proposition est de remettre sur la table la question du mode de désignation des gestionnaires de l'université. Aussi qu'il faut enlever le pouvoir de décisions de la dépense aux comptables et réaliser des économies d'échelle en mutualisant pour toutes les Unités de formation et de recherche (Ufr) les marchés publics aux opérateurs privés dans le cadre des outils pédagogiques et bureautiques.

Au niveau des acteurs, la conclusion du Pr Nyamien Messou est que le niveau des violences observées montre que ceux-ci sont perturbés par des soucis de nature existentielle. C'est pourquoi il a invité les autorités ivoiriennes à mettre à la disposition des acteurs universitaires, les moyens nécessaires (financement de la recherche, équipement des laboratoires, etc.) afin que ces derniers s'occupent exclusivement à leur

Faut-il le noter, le panel a réuni outre le professeur Nyamien Messou, le secrétaire général de la Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (Fesci), Saint Clair Allah, le président du Collectif des associations des parents d'élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (Capeeci), Kadjo Aka Claude et le directeur des œuvres universitaires, de la vie associative et du genre, Sidibé Daouda. Chacune des parties a présenté un état des lieux et proposé des solutions pour ramener la paix durable sur l'espace universitaire.

Elysée LATH

YAMOUSSOUKRO

Les infrastructures bientôt réhabilitées

ZANA COULIBALY

Yamoussoukro aura bientôt un nouveau visage. En effet, le président de la République Alassane Ouattara donnera le 18 septembre prochain le coup d'envoi des travaux de réhabilitation des infrastructures routières ainsi que le bitumage de certaines routes de la capitale politique en marge du conseil des ministres que va abriter, ce jour-là, la ville natale du président Houphouët-Boigny. L'annonce a été faite, hier, par Souleymane Diarrassouba ministre de l'Industrie et du Commerce au terme d'une réunion préparatoire des cadres du grand centre, concernant l'organisation de cet événement, tenue à la résidence du président du Sénat Jeannot Ahoussou-Kouadio à Cocody. Le ministre Diarrassouba a expliqué que le chef de l'Etat entend redonner à cette ville son lustre d'antan. Il a indiqué que les infrastructures de la ville de Yamoussoukro construites par le président Houphouët seront réhabilitées par son digne fils qui est Alassane Ouattara. « Le chef de l'Etat va apporter la bonne nouvelle de réhabilitation des voiries et de bitumage de certaines routes. Il va démontrer que Yamoussoukro fait partie de ses priorités », a-t-il expliqué. Le second point de cette réunion a porté sur la journée d'hommage que le RHDP du grand centre veut rendre au président Félix Houphouët-Boigny les 6 et 7 décembre 2019. Souleymane Diarrassouba a fait savoir que pour la réussite de cette grande cérémonie d'hommage, des commissions ont été mises en place ; lesquelles sont supervisées par les fils et filles membres du gouvernement. La cérémonie sera meublée de prières pour le repos de l'âme du père fondateur de la Côte d'Ivoire moderne. Au programme de cet hommage, il est prévu une rencontre avec l'ensemble des chefs de la région. La cérémonie prendra fin par un grand meeting à Yamoussoukro.

ZC

Selon le ministre Diarrassouba, le chef de l'Etat va redonner à Yamoussoukro son lustre d'antan (Ph Dr)

INITIATIVE COMPACT AVEC L'AFRIQUE DU G20

Abidjan accueille un séminaire international

SOGONA SIDIBE

Dans le cadre des activités de l'Initiative Compact avec l'Afrique, des rencontres internationales sont régulièrement organisées, pour notamment faire le point de la mise en œuvre de cette initiative et échanger sur des problématiques d'intérêt pour l'ensemble des parties prenantes. Dans cette dynamique, la Côte d'Ivoire et le Centre Africain pour la Transformation Economique (ACET), basé à Accra au Ghana, organisent demain jeudi 12 septembre, au Sofitel Hôtel Ivoire à Abidjan, un séminaire international d'apprentissage entre pairs du Compact avec l'Afrique du G20. Avec pour thème « Financement mixte dans les pays du Compact G20 : s'approprier le contexte local pour booster les investissements », cette rencontre internationale va réunir les parties prenantes à l'initiative Compact G20 autour des principales questions visant à développer le financement mixte en s'adaptant efficacement aux conditions locales. Cet événement offrira l'opportunité de tirer des enseignements des bonnes pratiques et de débattre des moyens d'améliorer le financement mixte. En outre, il contribuera à sensibiliser davantage l'ensemble des parties prenantes au financement mixte afin d'accroitre l'intérêt d'un grand nombre d'investisseurs dans l'utilisation de ce mécanisme. Et ce, pour la mobilisation des ressources nécessaires au financement des projets structurants dans les pays africains. Plusieurs représentants des gouvernements des pays africains du Compact G20, des institutions financières de développement, des institutions multilatérales, des représentants des pays du G20 ainsi que des organisations du secteur privé sont attendus à cette rencontre.

SS

GAGNOA

La Dg de la faune et de la flore visite le jardin arboricole de Zapata

A. GERVAIS (CORRESPONDANT)

La directrice générale de la faune et de la flore de Côte d'Ivoire, le colonel Zouzou Mailly, a visité le 6 septembre le jardin arboricole de Zapata (Gagnoa). Ce jardin arboricole est le deuxième du genre dans le département. Il a été réalisé à l'initiative de la direction régionale des eaux et forêts du Goh. La directrice générale de la faune et de la flore était accompagnée par les officiers supérieurs, subalternes et sous officiers des eaux et forêts de la istère. « Je suis présente ici dans le cadre d'une tournée que j'organise dans les 24 directions régionales des eaux et forêts pour m'enquérir des difficultés rencontrées par les agents dans l'exercice de leurs fonctions et pour voir dans quelle mesure on peut les aider. (...) Nous saluons donc la création de ce jardin arboricole parce qu'il entre dans la droite ligne des missions des eaux et forêts », a-t-elle expliqué à la presse. A l'occasion, elle a lancé un appel aux Ivoiriens afin qu'ils adoptent la culture de l'arbre. « La Côte d'Ivoire a connu une forte régression de son couvert forestier de 80 %. Aujourd'hui nous nous bat-

ENJEUX D'UNE CACAOCULTURE DURABLE

Les actions menées par le gouvernement

SOGONA SIDIBÉ

L'expansion des cacaoyères au détriment des forêts, l'exploitation des enfants dans les palnatations, la non-maitrise de l'origine des produits commercialés et l'utilisation de pesticides dangeureux ou prohibés sont autant de griefs posés à l'encontre d'une cacaoculture durable en Côte d'Ivoire. Pour faire face à ces problématiques, des actions ont été menées et plusieurs mesures ont été prises par l'Etat de Côte d'Ivoire. En marge des travaux de la 100ème session du Conseil international du cacao qui s'est ouverte hier à Abidjan, le Conseil du Café Cacao et le Ghana Cocoa bord échangeront ce matin avec les industriels et les négociants sur la durabi-

La question de la durabilité de la cacaoculture est au centre des débats

La question de la durabilité de la cacaoculture est au centre des débats

échangeront ce matin avec les industriels et les négociants sur la durabilité du cacao.

Au regard de la vision du chef de l'Etat, Alassane Ouattara, de maintenir la Côte d'Ivoire comme un pays forestier par la reconsitution de la couverture forestière, tenant compte de la lutte contre la pauvreté et de la sécurité alimentaire, une politique de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts a été adoptée en mai 2018. Cette politique inscrit la question du devenir des forêts en Côte d'Iovire parmi les priorités de l'Etat et comprend six grands axes. Pour la mise en œuvre de cette politique, une stratégie de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts (SPREF) a été développée en vue de contribuer à l'amélioration de la couverture forestière de la Côte d'Ivoire en passant d'un taux de couverture de 11% en 2015 à au moins 20% en 2045. Pour répondre à la problématique de l'expansion des cacaoyères au détriment des forêts, des systèmes agroforestiers en culture du cacao ont été adoptés afin de contribuer à l'effort national de reconstitution du couvert forestier en vue de maintenir les conditions d'une production durable du cacao. A cet effet, le Conseil du Café-Cacao mettra en œuvre un vaste programme d'introduction d'arbres dans les cacaoyères ivoiriennes avec un objectif d'un million d'arbres à introduire en trois ans dans 50 000 ha de plantation. Ce programme vise de manière spécifique à sensibiliser les producteurs et les communautés locales sur la réalité du changement climatique, l'importance des forêts, l'adaptation des systèmes de production et la nécessité de contribuer au reboisement par des systèmes agroforestiers et au développement de la commercialisation de sproduits forestiers et du café/cacao forestier. Il entend, également, gérer de façon durable les plantations de cacao et de café, à travers la mise en œuvre des techniques agroforestières recommandées par la recherche et le développement des marchés de soproduits issus de l'agroforesterie, etc.

Un million d'arbres à introduire en trois ans dans 50 000 ha de plantation

S'agissant de la mise en place d'un système national de traçabilité du produit, le gouvernement ivoirien et les entreprises du secteur ont signé un cadre d'action commune de l'Initiative cacao et forêts (ICF). Cet accord porte sur huit engagements, dont le renforcement de la cartographie de la chaîne d'approvisionnement avec pour objectif final, l'obtention d'une traçabilité totale, de la plantation au premier point d'achat au niveau national. Pour atteindre cet objectif, trois composantes ont été identifiées. Notamment, la mise en place effective du système national de traçabilité, l'amélioration de la cartographie de la chaîne d'approvisionnement et la mise en place d'un système de suivi vérifiable pour une traçabilité depuis la plantation jusqu'aux ports.

Concernant la lutte contre les pires formes de travail des enfants, la Côte d'Ivoire a mis en place plusieurs mesures et obtenu de nombreux acquis pour cette lutte. Il s'agit entre autres, de la mise en place du Comité national de surveillance des actions de lutte contre la traite, l'exploiataion et le travail des enfants (CNS) et du Comité interministériel de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (CIM). L'application de la loi sur l'interdiction du travail des enfants a permis l'arrestation de plus de 93 trafiquants et de sécourir de milliers d'enfants. Par ailleurs, la loi sur l'école obligatoire a contribué à maintenir des milliers d'enfants dans le système éducatif jusqu'à l'âge de 16 ans. L'on note aussi la construction et le financement d'un centre d'accueil pour la prise en charge des enfants victimes d'exploitation par la Fondation Children of Africa à Soubré et soutenu par le Conseil du café cacao ainsi que le ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant au travers d'une convention tripartite ; la signature d'accords bilatéraux avec le Mali, le Burkina Faso et le Ghana pour lutter contre la traite transfrontalière des enfants en matière de coopération sous-régionale. Pour soutenir les efforts du gouvernempent, le Conseil Café-Cacao entend mener des actions de lutte contre les facteurs de vulnérabilité, appuyer les actions de protection des enfants, veiller au respect de la législation en la matière et contribuer aux activités de suivi-évaluation des impacts des actions sur la réduction du travail des enfants. **SS**

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DES PME

Souleymane Diarrassouba passe le témoin à Félix Anoblé

YVES KALOU

Un passage de témoin dans une ambiance fraternelle. Nommé ministre de la Promotion des PME à la faveur du réaménagement du Gouvernement le mercredi 4 septembre dernier, Félix Anoblé a officiellement reçu les dossiers de ce département ministériel, des mains de Souleymane Diarrassouba, le mardi 10 septembre, au cours d'une cérémonie au cabinet du ministre du Commerce et de l'Industrie au Plateau.

Reconnaissant pour la franche collaboration avec son collaborateur, pendant que celui-ci détenait les portefeuilles du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME et lui le secrétariat d'Etat chargé des PME, Félix Anoblé a solennellement pris l'engagement de poursuivre le vaste chantier d'éclosion des PME en Côte d'Ivoire, en vue de la réduction du chômage. Quant au ministre Souleymane Diarrassouba, il a indiqué sa disponibilité et tout son soutien à accompagner le nouveau ministre des PME, dans le cadre de la solidarité gouvernementale. La cérémonie de passation de charges entre les deux ministres s'est passée en présence de leurs principaux collaborateurs et sous l'arbitrage de la conseillère technique du secrétariat général du gouvernement, Bamba Aminata.

Souleymane Diarrassouba et Félix Anoblé ont exprimé leur reconnaissance au président de la République et au Premier ministre pour la confiance placée en eux en les reconduisant dans ce gouvernement de challenge

Souleymane Diarrassouba et Félix Anoblé ont surtout manifesté leur reconnaissance au président de la République Alassane Ouattara et au Premier ministre Amadou Gon Coulibaly pour la confiance placée en eux en les reconduisant dans ce gouvernement de challenge, en vue de la mise en œuvre du Ps-Gouv et surtout des préparatifs des joutes électorales de 2020. **YK**

RISQUES LIES AUX CATASTROPHES NATURELLES

RISQUES LIES AUX CATASTROPHES NATURELLES

La Côte d'Ivoire reçoit plus de 370 millions FCFA d'indemnités

Une bouffée d'oxygène pour les familles impactées par les graves déficits pluviométriques enregistrés dans le centre du pays lors de la saison agricole 2019. La Société d'assurance de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques ou African Risk Capacity (ARC) a versé récemment plus de 370 millions de FCFA en indemnités au gouvernement ivoirien pour les soutenir. Ce fonds, en effet, vise à aider les familles vulnérables à mieux faire face aux conséquences du déficit pluviométrique et à assurer leur subsistance à l'aide d'un plan d'urgence élaboré par l'institution et le gouvernement de la Côte d'Ivoire. C'est le 6ème versement du genre effectué par la société, avec des décaissements atteignant à ce jour plus de 21 milliards de FCFA.

«Le déclenchement attendu d'un paiement d'indemnité en faveur du pays attestera une nouvelle fois de la [illegible] permettra au gouvernement de venir rapidement en aide à la population touchée, réduisant ainsi considérablement la vulnérabilité et favorisant la résilience », a fait savoir Mohamed Beavogui, secrétaire général adjoint des Nations Unies et directeur général de l'Institution de la Mutuelle panafricaine de gestion des risques.

Jacques Assahoré, directeur général du Trésor public et superviseur du programme ARC-CI, a salué la vision du chef de l'Etat Alassane Ouattara qui a cru très tôt en ce mécanisme dont la mise en œuvre va permettre aux populations impactées par le déficit pluviométrique de bénéficier de cette indemnisation.

«L'alerte rapide est essentielle pour les avantages que nous tirons de notre adhésion à la Mutuelle panafricaine de gestion des risques. C'est la première fois que nous recevons un paiement de la part de l'ARC et nos responsables et partenaires sont prêts à se mobiliser rapidement dans la région touchée une fois que les paiements seront versés pour assurer la sécurité alimentaire de la population touchée », a-t-il indiqué. Au cours d'un atelier à Abidjan du 11 au 13 septembre 2019, le gouvernement ivoirien et ses partenaires au développement vont rencontrer les experts de l'ARC afin de discuter des modalités permettant de s'assurer que les fonds du versement prévu atteignent rapidement la population la plus touchée, conformément au plan d'urgence. L'ARC a été créée en 2012, par les ministres des Finances de l'Union africaine pour mutualiser les risques liés au changement climatique. **YK**

Le Dg du Trésor, Jacques Assahoré, a salué la vision du chef de l'Etat Alassane Ouattara qui a cru très tôt en ce mécanisme

JOINDRE LE SERVICE COMMERCIAL
40-00-79-00/ 01-21-17-31
01-43-29-80/ 08-82-28-10

SANTÉ / DÉMARRAGE DES PRESTATIONS DE LA CMU

Aka Aouélé visite des établissements sanitaires

DAO MAÏMOUNA

Les centres hospitaliers universitaires (Chu) de Cocody et d'Angré, la formation sanitaire urbaine communautaire (Fsucom) de Wassakara (Yopougon) et l'hôpital général de Yopougon-Attié, communément appelé Pmi, ont reçu hier la visite du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr Aka Aouélé. Il s'agissait pour le premier responsable de la santé de venir se rendre compte de l'état d'avancement des travaux de réhabilitation entrepris dans ces établissements. Ce, à moins d'un mois de l'entrée en vigueur de la Couverture maladie universelle (Cmu). Plus spécifiquement pour le Chu d'Angré, il s'agissait pour Aka Aouélé de voir ce qui bloque le démarrage des prestations, depuis l'inauguration de l'établissement en décembre 2017 par le président de la République, Alassane Ouattara. Car malgré son inauguration, cet hôpital ne fonctionne que de façon partielle. Seules les consultations v sont faites. Aucune activité président de la République, Alassane Ouattara. Car malgré son inauguration, cet hôpital ne fonctionne que de façon partielle. Seules les consultations y sont faites. Aucune activité dans les urgences encore moins dans les neufs blocs opératoires. De l'exposé fait par le directeur de l'établissement, M. Gueye Idrissa, il ressort que beaucoup de matériel envoyé dans l'hôpital ne sont pas aux normes. Notamment les lits dans les services de gynécologie, les appareils dans les blocs opératoires fixés trop bas, au goût des chirurgiens. A cela s'ajoute la non-connexion de 4 blocs opératoires à l'amphithéâtre dans le cadre de la télémédecine. L'appareil permettant cette jonction doit être commandée de l'Allemagne pour un coût de 900 millions CFA. Et, le concessionnaire demande à être payé entièrement avant livraison. A cela s'ajoute des problèmes de ressources humaines.

Un problème que connait également le Chu de Cocody et qui empêche l'ouverture de six des neufs blocs opératoires réhabilités et équipés. Cet établissement a bénéficié d'une enveloppe d'1,1 milliard FCFA pour la réhabilitation des blocs opératoires des différents services (gynécologie, stomatologie, urologie, ORL, chirurgie digestive, l'ophtalmologie et la traumatologie). En plus du déficit en ressources humaines, le directeur du Chu, Pr Méité Djoussoufou a également fait cas des problèmes de buanderie, de lits dans les salles d'hospitalisation et d'ascendeur non fonctionnel. Pour ce qui est de la Fsucom de Wassakara, les travaux de construction et d'équipement du bloc opératoire sont presque terminés. Cette Fsucom va vivre une expérience inédite car c'est la seule du pays à avoir en son sein un bloc opératoire. Mais son Pca Ouattara Clément n'a pas manqué de signaler au ministre certains manquements de l'entreprise en charge des travaux qui ne tient pas compte de leurs observations. Mais, la grande déception du premier responsable de la santé va venir de l'hôpital général de Yopougon Attié. En effet, Dr Aka Aouélé a déploré la lenteur des travaux dans cet établissement qui doit accueillir, avec d'autres formations sanitaires de la périphérie, les patients à la fermeture du Chu de Yopougon prévue pour le mois de novembre. « Nous sommes dans une logique de continuité des services. Nous sommes à la recherche de solution pour apporter des soins de qualité et de proximité aux populations », a-t-il déclaré, promettant que des solutions seront également trouvées au non-respect des normes et des délais d'exécution des travaux.

DM

Le ministre Aka Aouélé a promis trouver une solution aux problèmes posés.

200 à 300 établissements prêts pour démarrer la CMU

Les prestations de la Couverture maladie universelle (Cmu) vont bel et bien démarrer le mois prochain. Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr Aka Aouélé, sans en « être la tutelle », a donné l'assurance sur le démarrage de la Cmu sera effectif à cette date. « C'est décidé au plus haut niveau par le Gouvernement. C'est décidé, ça ne veut pas dire que dès le 1er octobre, tout le monde aura accès à la Cmu. En toute chose, il faut un commencement », a-t-il indiqué, ajoutant qu'il revient à son département de mettre à la disposition de la Cmu les ressources humaines et les médicaments. « C'est déjà prêt à 80-90% (...) Il nous revient de mettre en place les infrastructures, les équipements et de les mettre aux normes. Nous avons aujourd'hui 200 à 300 établissements avec lesquels on peut démarrer. Surtout les établissements sanitaires de premier contact », a-t-il affirmé.

DM

COOPÉRATION INTERNATIONALE/MOBILITÉ URBAINE

L'exemple de la Chine par le développement du transport ferroviaire

ANZOUMANA CISSE

Se déplacer à Abidjan est devenu un casse-tête chinois. Conscient de ce fait, le gouvernement multiplie les actions et initiatives visant à améliorer la mobilité urbaine, à favoriser un meilleur déplacement des populations et à moderniser les moyens de mobilité dans les villes ivoiriennes. Cette problématique était au cœur du séminaire international sur la planification urbaine qui se déroule depuis le 27 août dernier à l'Université nationale Jiaotong de Beijing (Chine). Les savoir son réseau ferroviaire à grande vitesse. En effet, la Chine qui compte plus de cent villes de plus d'un million d'habitants, privilégie le transport en commun et voit en cela une solution durable pour une meilleure mobilité des populations. L'ascension du développement ferroviaire s'est faite de façon fulgurante depuis la création du premier chemin de fer Beijing-Zhangjiakou en 1905. Par ailleurs, le système de transport ferroviaire est planifié selon une prévision à la demande. Les déplacements à bicyclette ou à moto électrique sont également encouragés en vue de lutter contre les embouteillages. En tout cas, c'est ce modèle de gestion du transport urbain qui devrait inspirer les représentants du ministre François Albert Amichia à leur retour de formation. La délégation ivoirienne, en design et architecture de l'Université nationale de Jiaotong à Beijing. Selon Wang Haitao, vice –président de Super Mapet , sa structure qui est spécialisée dans la fourniture de logiciels de Système d'Information Géographique (SIG), travaille déjà en Afrique, avec le Nigéria et le Rwanda. Elle s'intéresse plus particulièrement à la Côte d'Ivoire qui pourrait constituer une porte d'entrée en Afrique de l'Ouest. Une offre bien accueillie par les Ivoiriens en quête de solutions aux préoccupations d'aménagement de l'espace urbain ainsi que de réhabilitation des quartiers défavorisés. Avec le Dr Zhou, il s'est agi d'obtenir son engagement dans la recherche de partenaires publics ou privés chinois spécialisés dans les stratégies de planification urbaine. A l'issue des échanges, ce dernier a marqué son

ASSAINISSEMENT ET EMBELLISSEMENT

Cocody débarrasse ses trottoirs des constructions anarchiques

JEAN-ANTOINE DOUDOU

Redonner une fière allure à sa cité ! C'est l'objectif visé par le maire Jean-Marc Yacé de Cocody. En fin de semaine dernière, il a remis au goût du jour l'opération d'assainissement des trottoirs des principales artères de sa commune. Ainsi, des engins du service technique de la mairie ont investi les abords du Centre hospitalier universitaire (Chu) de Cocody où tous les commerces autour de l'établissement sanitaire ont été rasés et les trottoirs soulagés de toutes les constructions anarchiques. De là, le cap a été mis sur l'Insaac dont les alentours ont été nettoyés.

Après, c'est l'échangeur de la Riviera 2 qui a accueilli l'équipe du service technique de la mairie. Là, un dépôt de carburant a même été détruit ainsi que toutes les constructions anarchiques du secteur. Les emprises d'eau ont également été libérées et les caniveaux curés. Aux Deux-Plateaux, à la "Station Mobil" et au "Carrefour marché", le ménage a été également fait.

Partout où les engins sont passés, les riverains ont dit leur soulagement de voir les trottoirs et autres espaces libérés de leurs encombres. Selon le premier magistrat de Cocody, l'opération se poursuivra et tous les quartiers seront visités par les machines des services techniques. Et cela, pour le bien-être des populations de Cocody.

JAD (Sercom)

Une vue de l'engin qui débarrasse les trottoirs de Cocody de leurs encombres